



**INTERNATIONALE DES  
SERVICES PUBLICS**

*La fédération syndicale internationale des travailleurs/euses des services publics*



Centre for  
International  
Corporate Tax  
Accountability  
and Research

FRANCAIS

# Impôts sur les bénéfices numériques

**IMPOSITION RÉELLE DES BÉNÉFICES EXCÉDENTAIRES  
DES GÉANTS NUMÉRIQUES MONDIAUX :**

**RECETTES POUR LA RELANCE ET SOUTIEN POUR UNE RÉFORME MONDIALE**

# UN ENGAGEMENT POLITIQUE POUR L'ACTION

**M**algré des années de promesses de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de limiter l'évasion fiscale des multinationales, l'ampleur croissante de l'évasion fiscale de géants du numérique tels que Google, Amazon, Facebook, Apple et d'autres multinationales a suscité l'indignation du public et forcé les gouvernements à agir. Il est urgent de financer la santé publique et la relance économique après la crise du coronavirus, et de nouvelles mesures fiscales sont envisagées et mises en œuvre dans le monde entier.

Mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises nécessite une série de mesures, notamment une plus grande transparence, un impôt minimum mondial, une approche globale de l'imposition unitaire et l'imposition des bénéficiaires excédentaires. La série d'informations en huit parties de l'ISP les décrit en détail (ici). Un impôt numérique unilatéral sur les bénéfices peut être compatible avec ces solutions plus ambitieuses.

Depuis le début de la pandémie, les budgets publics ont été restreints et les travailleurs/euses font d'immenses sacrifices, mais la richesse déjà obscène des milliardaires de la technologie a augmenté de façon spectaculaire. Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, a augmenté sa fortune de 73,2 milliards de dollars US au cours des six premiers mois de la pandémie. Mark Zuckerberg, de Facebook, a augmenté sa fortune de 45 milliards de dollars et Larry Page, de Google, de 18 milliards de dollars.

L'indignation du public, combinée à la pression budgétaire liée à la pandémie du Covid-19, a poussé de plus en plus de gouvernements à imposer, ou à envisager, des taxes sur les services numériques (TSN). Les TSN taxent directement certains flux de revenus des grandes entreprises numériques. Le Royaume-Uni et la France ont tous deux mis en place des taxes sur les services

numériques, bien que la France ait retardé leur mise en œuvre après les menaces de représailles commerciales des États-Unis. L'Union européenne pourrait relancer sa proposition de taxe numérique régionale si le processus de l'OCDE échoue et si de nombreux autres pays ont proposé ou mis en œuvre des taxes sur les services numériques en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Les TSN sont une réaction à l'échec des discussions multilatérales et ont pris de l'ampleur dans tout l'éventail politique. Malgré leur popularité, les TSN ont une portée limitée et ne s'appliquent qu'aux géants technologiques dont le chiffre d'affaires annuel global est supérieur à 750 millions d'euros (840 millions de dollars US) et couvrent des flux de revenus numériques spécifiques, tels que la publicité en ligne. Les taux d'imposition varient entre 2 % et 7,5 % de certaines sources de revenus. En tant que taxe sur les revenus (plutôt que sur les bénéfices), les coûts sont davantage susceptibles d'être répercutés sur les consommateurs et permettent aux géants technologiques mondiaux de continuer à bafouer l'obligation de payer des taxes sur les bénéfices là où ils sont générés.

Malheureusement, les TSN sont régressives, elles n'augmenteront que relativement peu la taxe et nous éloigneront des solutions internationales nécessaires pour taxer efficacement les bénéficiaires excédentaires des géants technologiques mondiaux. Des TSN mal conçues pourraient donner la fausse impression qu'elles ont mis fin à l'évasion fiscale ou, au contraire, être utilisées par les lobbyistes pour faire valoir l'inefficacité des réformes fiscales. Cela saperait le soutien public et la volonté politique nécessaires à de véritables réglementations visant à garantir que toutes les entreprises mondiales paient une part équitable.

## POINTS CLÉS

- La meilleure façon de taxer efficacement les géants du numérique mondiaux est de conclure un accord multilatéral pour réformer l'ensemble du système mondial d'imposition des sociétés.
- Cependant, les efforts actuels pour y parvenir sont en train d'échouer. En réponse, les gouvernements adoptent des approches unilatérales, basées sur la taxation directe de certains flux de revenus (plutôt que de profits) des grandes entreprises numériques.
- Une action unilatérale est nécessaire, mais ces approches n'entraîneront qu'une augmentation relativement faible des impôts et ne constituent pas la voie à suivre. En outre, elles sont régressives car les coûts seront répercutés sur les consommateurs ; elles sont difficiles à mettre en œuvre, sujettes à des contestations judiciaires et à des représailles commerciales, et risquent de saper le soutien politique et public à une réforme plus fondamentale à l'avenir.
- Une autre forme d'action unilatérale est nécessaire, basée sur l'imposition par les pays d'une proportion déterminée des bénéfices mondiaux, en fonction de l'activité économique réelle de chaque pays. Une taxe sur les bénéfices numériques appliquée unilatéralement peut permettre d'atteindre cet objectif.

### Des solutions alternatives sont nécessaires

L'évasion fiscale n'est pas un problème nouveau, et il ne concerne pas que les entreprises technologiques mondiales. Ce qu'il faut vraiment, c'est une réforme complète du système fiscal qui garantirait que les multinationales soient imposées sur les bénéfices mondiaux. Les recettes fiscales seraient allouées aux pays en fonction de la localisation de l'activité économique réelle, et non pas déplacées artificiellement là où les bénéfices sont le moins taxés, ou pas du tout, dans une spirale descendante destructrice. Les propositions issues des discussions actuelles de l'OCDE sur le "cadre inclusif", auxquelles participent près de 140 pays, prennent de véritables mesures en reconnaissant les multinationales comme des entités uniques devant être imposées au niveau mondial.

L'application d'un principe "unitaire" pour l'imposition des bénéfices des multinationales au niveau mondial est essentielle. Toutefois, les propositions actuelles de l'OCDE présentent également des défauts conceptuels et pratiques importants et n'apportent

que très peu de recettes, en particulier aux pays qui en ont le plus besoin. En outre, les exigences des États-Unis selon lesquelles leurs entreprises, dont certaines sont les plus grandes fraudeuses fiscales, peuvent se retirer de l'OCDE, ont anéanti la perspective d'un accord mondial significatif par l'intermédiaire de l'OCDE dans un avenir proche.

Des mesures unilatérales bien conçues visant à taxer les entreprises technologiques mondiales pourraient accroître les ressources des gouvernements pour les aider à répondre à la crise immédiate et augmentent également la pression sur les entreprises et les gouvernements pour une réforme mondiale significative. Plus les pays ou les organismes régionaux seront nombreux à adopter des approches unilatérales efficaces pour taxer les géants mondiaux de la technologie, plus rapidement un accord mondial - et une voie vers des réformes plus ambitieuses - deviendra réalisable à l'avenir.

## IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES NUMÉRIQUES MONDIAUX (IBNM) : UNE MEILLEURE APPROCHE NATIONALE ET PLUS AMBITIEUSE

Une approche plus efficace que la culture actuelle des TSN pour obtenir de meilleurs revenus et faire pression pour une réforme mondiale serait que les pays imposent une forme d'impôt sur les bénéfices numériques. Les taxes sur les bénéfices numériques sont simplement des taxes sur les bénéfices mondiaux d'une entreprise qui allouent une proportion des revenus à chaque pays en fonction de l'activité économique réelle de ce pays. Il est donc impossible d'éviter l'impôt en transférant les bénéfices vers des paradis fiscaux, puisqu'ils seront toujours imposés ailleurs, indépendamment de l'endroit où les bénéfices sont artificiellement transférés. Le pourcentage des bénéfices mondiaux alloués dans chaque pays pourrait dépendre de différents facteurs, notamment les ventes, les effectifs, les consommateurs, la collecte de données et les actifs physiques dans ce pays.

Les gouvernements peuvent profiter de la dynamique actuelle des TSN pour introduire une taxe sur une partie des bénéfices mondiaux alloués à une véritable activité économique au niveau national. Cette approche serait plus conforme aux propositions avancées au niveau mondial, notamment par le groupe de pays du G24 à l'OCDE et par l'Inde aux Nations unies. Une telle approche pourrait finalement être utilisée pour toutes les multinationales, mais immédiatement appliquée aux géants technologiques mondiaux, dont il est largement reconnu qu'ils exploitent l'absence de présence physique pour éviter l'impôt là où les bénéfices sont générés. La définition de l'OCDE des services numériques automatisés, qui couvre un certain nombre de modèles commerciaux, notamment l'utilisation de réseaux de médias sociaux, de plateformes intermédiaires digitales et de publicité en ligne, entre autres, est un point de départ possible pour déterminer l'inclusion des multinationales dans un impôt sur les bénéfices numériques.

Une répartition nationale des bénéfices mondiaux des multinationales vise directement l'abus généralisé des règles fiscales internationales actuelles, défectueuses et dépassées, qui permettent de transférer les bénéfices là où ils sont

le moins ou pas du tout imposés. Cela rendrait le recours généralisé aux paradis fiscaux largement inapproprié, et reflète pleinement le principe de traiter les multinationales comme des entités uniques et d'imposer les bénéfices là où se déroulent les activités réelles, ce qui constitue une base solide pour une réforme fiscale mondiale à plus long terme.

En outre, l'utilisation d'un impôt sur les bénéfices numériques permettrait :

- de recueillir davantage de recettes que les taxes sur les bénéfices numériques, en particulier pour les pays qui en ont le plus besoin
- de travailler dans le cadre de la convention fiscale actuelle et être moins ouvert aux représailles commerciales
- d'être progressif, transparent, simple, équitable et plus facile à mettre en œuvre pour tous les pays
- d'être beaucoup moins susceptible d'être répercuté sur les consommateurs et permettrait d'uniformiser les règles du jeu pour toutes les entreprises
- de veiller à ce que les entreprises qui ne réalisent pas de bénéfices ne soient pas imposables - mais que les entreprises qui réalisent des profits soient imposées équitablement.

Des taux d'imposition minimums pourraient être appliqués et progressivement augmentés en fonction de l'ampleur de la plate-forme numérique d'une multinationale, de son pouvoir monopolistique et de ses bénéfices mondiaux. L'impôt sur les bénéfices numériques serait un moyen équitable et transparent de calculer et de collecter les paiements de l'impôt sur les sociétés dus par les plus grands géants technologiques mondiaux.

Alors que les budgets des services publics dont celui de la santé sont gelés en raison de la crise du coronavirus, il n'y a jamais eu de moment plus propice pour appliquer des réformes fondamentales qui empêcheront les entreprises à la croissance la plus rapide de se soustraire à leurs obligations de financement des services publics.